

Vivre libre ou mourir

Adresse de la Société des amis de la Constitution de Pontoise aux habitans de la campagne

Habitans des campagnes,

Des mouvements de fermentation se sont fait sentir dans le sein de ce département. L'assiette et la perception de l'impôt les ont excités: la sagesse des habitans et la prudence de l'administration a ramené l'ordre et la soumission aux loix.

C'est pour prévenir de pareils malheurs, c'est pour empêcher que des scènes cruelles ne troublent la paix qui a régné jusqu'alors dans ce département, que vos frères, vos amis vous adressent ces réflexions: elles sont dictées, ces réflexions, par le désir de vous voir heureux, et vous ne pouvez l'être qu'avec la plus profonde soumission à la loi, le plus grand respect pour ses organes et la confiance la plus entière dans les intentions pures de vos représentans.

Habitans des campagnes, la constitution fait votre bonheur et le désespoir de nos ennemis. Ils rassemblent tous leurs efforts pour la détruire ; ils l'attaquent de toutes parts: mais, pour y parvenir, c'est sur vous qu'ils fondent leurs coupables espérances ; oui, sur vous.

Quels sont donc ces hommes qui veulent vous soulever contre les lois ? Des sujets rebelles, des prêtres séditieux.

Des sujets rebelles: ce sont les nobles, les magistrats, les financiers, désespérés de perdre par cette révolution, bienfaisante pour vous, des privilèges, des droits, des exemptions qui vous écrasaient, en faisant retomber sur vous le poids des contributions publiques.

Des nobles, qui ne peuvent plus, pour leur satisfaction particulière, ravager vos champs avec leurs piqueurs (1), leurs meutes, leurs valets ; qui ont perdu le droit affreux d'envoyer aux Galères un père de famille pour avoir assommé un lièvre qui dévorait sa subsistance et celle de ses enfans.

Des magistrats, qui, le plus souvent sans connaissance des loix, avaient acheté le droit de vous juger, et aussi méprisables qu'ignorans, vendaient votre fortune, vos propriétés au riche usurpateur qui payait leurs jugemens.

Des financiers, qui combinaient nuit et jour de quelle manière un impôt pouvait le plus rapporter, qui ne vous trouvant pas encore assez vexés, en imaginaient de nouveaux, et qui s'enrichissaient aux dépens du peuple et du trésor public.

Des prêtres séditieux, qui au-lieu de vous recommander sans cesse cette soumission aux loix, l'union, la bienfaisance, vous prêchent la rebellion, la discorde, le meurtre.

Des prélats, qui absorbaient dans le luxe, les festins, les voluptés, le patrimoine de la veuve et de l'orphelin.

Des moines, qui oubliant les voeux de pauvreté, chasteté, corrompus par des richesses immenses donnaient ouvertement l'exemple de la désobéissance et de la débauche.

Voilà, habitans de la campagne, ceux qui vous excitent à la révolte, ceux qui veulent vous armer contre la constitution que vous avez juré de défendre, et vous forcer de rompre votre serment.

Pour réussir dans leurs criminelles entreprises, ils vous flattent, ils vous plaignent, ils vous vantent les avantages de l'ancien régime, et ils cherchent à vous persuader que la nouvelle

administration est plus onéreuse, plus à charge pour vous, que n'était celle des intendans, des subdélégués, des percepteurs.

L'impôt sur-tout est l'objet qui excite le plus leurs perfides réclamations, et voila le langage qu'ils vous tiennent:

“ Peuples qu'on égare, vous croyez que la révolution vous est avantageuse, et votre contribution est de beaucoup plus forte que celle que vous payiez sous l'ancien régime. Vous n'avez donc pas gagné à la révolution ” !

Tel est, habitans de la campagne, le langage des ennemis de l'Etat ; mais voici ce que vous pouvez leur répondre:

Notre imposition est plus forte ; hé bien, cela est vrai ; mais si nous sommes imposés à une somme fixe, nous savons que c'est celle-là seule que nous paierons, et nous ne la verrons plus varier ou s'augmenter sous l'administration oppressive d'un ministre dilapidateur. Nous sommes imposés d'après le produit de nos biens ; mais nous sommes sûrs que nous recueillerons ce produit en totalité, sans qu'un décimateur vienne enlever le plus beau de notre récolte, sans qu'un suppôt de la ferme vienne en gêner la destination (2). Nous sommes imposés sur le produit de nos biens, mais nous sommes sûrs de ce produit, parce que nous recueillons ce que nous avons semé, et que nos moissons ne sont plus ravagées et détruites par le gibier. Nous sommes imposés sur le produit de nos biens ; mais notre imposition prélevée, il nous reste encore assez pour notre famille et pour fournir aux dépenses de l'année suivante.

Notre imposition est plus forte ; mais nous calculons, nous, tous les droits que nous ne payons plus. Nous calculons le prix du sel diminué de 13 sols par livres ; le prix modique du tabac. Nous calculons sur la suppression des droits d'aides qui rend libre le commerce de nos vins, qui n'en gêne pas la destination, et qui ne nous grève plus par une multiplicité de droits. Nous calculons, sur-tout, vos privilèges qui n'existent plus, et qui, s'ils revenaient jamais dans la proportion désastreuse ou ils étaient, doubleraient notre imposition des deux tiers, et nous réduiraient à la mendicité.

C'est là, habitans de la campagne, c'est là ce que vous pouvez répondre avec vérité à ceux qui vous portent au découragement et à la sédition.

Vous pouvez leur dire, que nous importe à nous que notre contribution soit plus forte, nous en connaissons la destination, et nous savons qu'elle n'est pas employée à enrichir des courtisans, ou les maîtresses d'un ministre, l'Etat a besoin de secours, nous lui en fournissons avec joie, parce que le bon citoyen s'empresse d'aider sa patrie, et parce que nous savons que ces secours ne seront pas détournés.

Si l'Etat, habitans de la campagne, protège vos propriétés, s'il vous assure la paix au dehors, et la tranquillité au dedans, il ne peut y réussir que par le produit de l'impôt: les dépenses qu'entraîne une administration aussi étendue, ce n'est que la contribution qui peut y subvenir ; et cette contribution serait moins forte, si les ennemis de l'Etat ne forçaient de l'augmenter par leurs complots, leurs trames et leurs machinations.

Défiez-vous de leurs discours artificieux: ils veulent anéantir la Constitution, et ils ne le peuvent, si vous ne les secondez pas. C'est pour vous entraîner dans leurs partis qu'ils cherchent à vous aigrir contre vos administrateurs, qu'ils vous inspirent de la méfiance contre vos représentans, et qu'ils vous persuadent la désobéissance et la rébellion.

Mais, pour juger leurs discours, pour leur refuser toute espèce de confiance, rappelez-vous les bienfaits de cette constitution. Déjà vous en avez ressenti une très-grande partie. Vous avez éprouvé les avantages de la suppression des chasses, des gabelles ; vous avez éprouvé les

avantages de cette justice de paix, si peu dispendieuse, de ces tribunaux de famille qui s'empressent de rétablir, l'union entre les parens ; vous avez éprouvé les avantages d'une perception plus humaine que celle des brigadiers, et d'une contribution, justement répartie, qui ne foule aucun citoyen, puisque chacun ne paie qu'en raison de ses possessions.

Seriez-vous assez ingrats pour méconnaître tant de bienfaits ? Non: vous écouterez le sentiment de la reconnaissance, vous mépriserez des sujets rebelles, qui, refusant d'exécuter les ordres du Roi, continuent de fomenter des troubles, de lever des soldats pour entrer à main armée dans leur patrie, et faire couler des flots de sang.

Vous n'écoutez qu'avec indignation des prêtres sanguinaires qui ayant refusé de se soumettre aux loix veulent vous exciter à désobéir aux loix ; qui, oubliant les devoirs de leur état, abusent de la sainteté de leur ministère, de la majesté de la religion pour faire naître la guerre civile et rentrer dans leurs biens.

Vous accorderez quelque confiance à des frères, à des amis qui vous éclairent sur les pièges que l'on veut vous tendre, qui vous conseillent la soumission aux loix, parce que sans cette soumission il ne peut y avoir d'ordre et de tranquillité ; qui vous conseillent d'acquiescer fidèlement l'impôt, parce que sans l'impôt l'état ne peut fournir aux dépenses publiques, et la nation se voit forcée de manquer à ses engagements ; qui vous engagent à maintenir la constitution, qui fait votre bonheur, que vous avez juré, comme eux, de conserver ; et qui, s'il faut la défendre, expireront les armes à la main et le serment sur les lèvres.

Delaisement, président,
Dupuis, Louis-Elis. Pasquet, secrétaires.

De l'imprimerie Calixte Volland, rue des Noyers, N° 38.

- (1) Piqueur: maître-chien qui conduit la meute à cheval.
- (2) Sic.

(Archives de la Révolution Française, Bibliothèque Nationale.)